



E-SOLIDARITÉS
L'expertise de notre réseau

<https://preprod.uniopss.asso.fr/association-et-pouvoir-dagir/solidariteendanger-ensemble-pour-defendre-une-politique-de-solidarite>

#SolidariteEnDanger : Ensemble pour défendre une politique de solidarité nationale à la hauteur des besoins !

📅 Publié le 15 mai 2024

👤 De Uniopss

ASSOCIATION ET POUVOIR D'AGIR

DROIT SOCIAL - RH

Article

INFO NATIONALE



Face à la crise profonde que traverse le secteur de la solidarité, l'Uniopss, la CNAPE, la FAS, Nexem, l'Unisss et l'Unapei unissent leur force et font front commun pour que l'État français respecte son devoir de solidarité envers les plus vulnérables, et que les professionnels qui les accompagnent soient reconnus. Mobilisés pour défendre un même idéal de société solidaire et inclusive, nous lançons un cycle de contentieux pour dénoncer l'insuffisance des moyens alloués à notre secteur et une pétition citoyenne en vue de provoquer un débat à l'Assemblée nationale.

10 millions de personnes en situation de vulnérabilité, 1 million de professionnels qui les accompagnent, jour et nuit, tel est le visage de la solidarité dans notre pays.

Pourtant, les politiques publiques qui les concernent ne cessent de se dégrader : manque de financement attribué aux établissements, précarisation des professionnels du prendre soin, centaine de millions d'euros de coupes budgétaires sur les champ des services et établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux annoncés par le gouvernement en février dernier.

La situation dans les établissements privés non-lucratif n'est plus acceptable. Nous sommes arrivés au point de rupture.

Souhaitons-nous vivre dans une société qui laisse de côté ses concitoyens en situation de vulnérabilité, ainsi que les professionnels qui les accompagnent ?

Pour nos 6 organisations et union du champ du handicap, de la protection de l'enfance, de lutte contre les exclusions et la pauvreté, du grand âge, de la protection juridique des majeurs, etc., l'État se doit de prendre soin de toutes et tous.

Déterminées à dénoncer l'insuffisance des moyens affectés aux politiques de solidarité nationale, nos organisations lancent une démarche de contentieux pour obliger l'État à respecter son devoir de solidarité. Une action qui vise à éviter que des structures ne ferment faute de moyens, et ne soient plus en capacité d'assurer un accompagnement de qualité auprès des personnes vulnérables.

Par ailleurs, afin de provoquer un débat démocratique, nous avons déposé une pétition sur le site de l'Assemblée nationale. Parce que la solidarité est l'affaire de tous, nous appelons chaque citoyen et chaque citoyenne à rejoindre le mouvement.

- En savoir plus sur notre Collectif #SolidaritéEnDanger
- Accéder à notre communiqué de presse
- Signer la pétition

Article du 15/05/2024

Numéro de fiche

111.88 Ko